

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
(SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT)**

**ENTRE LA VILLE DE PARIS
&
EMMAUS SOLIDARITE**

Entre

La Ville de Paris, représentée par la Maire de Paris agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Paris en date des

d'une part

partie dénommée ci-après "la Ville de Paris"

&

L'organisme, EMMAUS SOLIDARITE, ayant son siège social 32, rue des Bourdonnais 75001 PARIS, régi par la loi du 1^{er} juillet 1901 et déclaré à la Préfecture le 12/03/1954, sous le numéro 033362P, représenté par Mme Marie-France EPRINCHARD agissant en qualité de Présidente, dûment mandatée aux fins des présentes,
N° SIRET 31723624800017

d'autre part

partie dénommée ci-après "l'organisme"

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant que l'organisme EMMAUS SOLIDARITE, créée en 1954, a pour objet (...) de venir en aide aux personnes sans-abri, et, d'une manière générale aux victimes de toute misère, quelqu'en soit l'origine (...);

Considérant le projet initié et conçu par l'organisme visant à proposer un parcours d'insertion aux personnes en situation de rue, ou ayant connu la rue, et en situation de grande précarité ;

Considérant le Pacte de lutte contre la Grande exclusion ;

Considérant que le projet ci-après présenté par l'organisme participe de cette politique et présente un intérêt local pour la Ville de Paris.

Titre 1 : Objet de la convention et engagements des parties

Article 1^{er} - Objet de la convention : « Dispositif Premières Heures » pour l'accompagnement par le travail des Parisiens en situation de grande exclusion.

Par la présente convention, l'organisme s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre le projet défini en annexe 1 de la présente convention

La Ville de Paris contribue financièrement à ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Article 2 – Engagement(s) de la Ville

La Ville s'engage à soutenir financièrement les actions définies à l'article 1, par le versement d'une subvention à l'organisme, conformément à la délibération N°2022 DAE 3.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve du respect par l'organisme des obligations mentionnées dans la présente convention.

La subvention de fonctionnement accordée par la Ville de Paris représente 78 % du coût du projet de l'organisme, soit 256 000 €.

Cette subvention se décompose ainsi :

- 90% au titre de soutien au financement des heures réalisées par les personnes en parcours Premières Heures ;
- 10% au titre de soutien aux charges liées à l'encadrement et à l'accompagnement.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe 2.

Lors de la mise en œuvre du projet, l'organisme peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle n'excède pas 20 % au regard du coût total du projet tel que mentionné à l'annexe 2.

L'organisme notifie ces modifications à la Ville de Paris par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours. Le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Ville de Paris de ces modifications.

Si les dépenses venaient à être inférieures à cette base prévisionnelle, l'organisme sera tenu de reverser une partie de la subvention dont le montant sera calculé par application de la règle de proportionnalité. Si le solde de la subvention n'est pas encore versé, l'ajustement se fera sur celui-ci. Ce calcul sera réalisé au regard des factures que le bénéficiaire de la subvention devra transmettre.

Article 3 - Contributions non financières

Les contributions non financières octroyées, le cas échéant, à l'organisme par la Ville de Paris et qui font l'objet de conventions spécifiques, sont les suivantes :

Ces contributions doivent être valorisées dans les documents comptables de l'organisme.

Article 4 – Mention du soutien de la Ville de Paris

L'organisme s'engage à faire mention de la participation de la Ville de Paris sur tout support de communication et dans ses relations avec les tiers relatives aux activités définies par la convention, et ce conformément aux indications précisées dans les documents remis par la Ville. Cette dernière se réserve la possibilité de demander que soit modifiée toute publicité non conforme à ceux-ci.

Article 5 – Engagements de l'organisme

L'organisme s'engage à :

- accueillir en parcours d'insertion d'une durée de 12 mois au maximum, en continu ou en discontinu (en cas de maladie, d'hospitalisation, cure ou incarcération), dans le cadre de contrats de mise à disposition signés avec une Association Intermédiaire de son choix, un public parisien à la rue, ou ayant connu la rue, et en situation de grande précarité ;
- consulter le Bureau des Économies Solidaires et Circulaire (BESC) de la Direction de l'Attractivité et de l'Emploi pour accord préalable avant chaque entrée d'une personne dans le dispositif via une fiche de validation, permettant de définir pour chacun des intéressés qu'il est parisien et relève de la très grande exclusion ;
- consulter le BESC de La Direction de l'Attractivité et emploi pour toute prolongation de parcours
- proposer aux bénéficiaires une activité professionnelle encadrée selon un rythme progressif allant de 1 à 16 heures par semaine et leur faire réaliser 13000 heures de travail dans l'année de conventionnement ;
- assurer aux bénéficiaires leur encadrement par un professionnel dans le cadre des activités proposées et leur accompagnement social et professionnel par un professionnel justifiant d'une compétence *ad hoc* afin de permettre la levée des frein au retour à l'emploi ;
- participer aux réunions du réseau des acteurs parisiens du dispositif ;
- tenir régulièrement informée la Ville de Paris du déroulement du dispositif. Un comité de pilotage sera organisé au moins une fois par an afin que l'organisme présente un état d'avancement de son projet (bilan d'étape, difficultés et perspectives) et des visites sur site pourront également être organisées ;
- fournir les documents financiers et de bilan dans les délais fixés par la présente convention.

Après sollicitation écrite et validation par le BESC, le parcours d'un bénéficiaire pourra être exceptionnellement prolongé au-delà des 12 mois,

- si le parcours du bénéficiaire a connu des périodes d'hospitalisation/maladie, de cure ou d'incarcération,
- ou afin de permettre au bénéficiaire d'achever une formation initiée durant le parcours ou bien afin de faire la jonction entre le parcours DPH et une entrée en formation ou en emploi.

L'organisme demeure seule responsable de la conduite du projet et tout dépassement du coût du projet mentionné à l'article 1 ne saurait justifier un complément de subvention par la Ville de Paris.

L'organisme informe sans délai la Ville de Paris de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'organisme en informe la Ville de Paris sans délai par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 6 – Interlocuteur de l'organisme

Au sein de la Ville de Paris, l'interlocuteur unique de l'organisme est :

*Direction de l'Attractivité et de l'Emploi
Bureau des Économies Solidaires et Circulaire
Pôle Insertion par l'Activité Économique
8, rue de Cîteaux
75012 Paris
dae-besc-iae@paris.fr*

Cet interlocuteur est le destinataire de l'ensemble des courriers et notifications de l'organisme.

Titre 2 : Durée, litiges et résiliation

Article 7 - Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Ville de Paris à l'organisme, après signature par la Ville de celle-ci et transmission au contrôle de légalité.

Sa durée est fixée à un an.

Article 8 - Condition d'utilisation de la subvention

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraîne la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

Sauf mention explicite dans la délibération d'attribution de la subvention, le reversement de tout ou partie de la subvention à une association, organisme, société, toute personne privée ou œuvre, est interdit et entraîne la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

Les éventuels produits financiers générés par le placement financier de tout ou partie de la subvention doivent être affectés à la réalisation des objectifs définis par la présente convention. L'organisme doit rendre compte des placements réalisés et de l'utilisation des produits financiers générés par la subvention conformément aux diverses obligations souscrites dans la présente convention. Le non-respect de ces obligations entraînera la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées ainsi que des produits générés par ces sommes.

Dans l'hypothèse où le projet serait abandonné, le bénéficiaire doit en informer sans délai par écrit la Ville de Paris en envoyant son courrier à l'adresse figurant à l'article 6.

Article 9 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée pendant la durée de la convention et au plus tard deux mois avant la fin de la convention, en la forme d'une lettre recommandée avec avis de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 10 – Renouvellement

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 19 et aux contrôles et évaluations prévus aux articles 20 et 21 des présentes.

Article 11 – Annexes

Les annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention.

Article 12 – Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'organisme sans l'accord écrit de la Ville de Paris, celui-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier entraîne le reversement par l'organisme de l'intégralité des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Tout refus de communication des comptes entraîne également le reversement par l'organisme de l'intégralité des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

La Ville de Paris informe l'organisme de ces décisions par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 13 - Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de dissolution, de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'organisme.

En cas de non-respect par l'organisme de l'une de ses obligations résultant de la présente convention ou de ses avenants, celle-ci peut être résiliée par la Ville de Paris, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir et notamment des sanctions qu'elle pourrait mettre en œuvre en application de l'article 12, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. La résiliation est prononcée par le Maire de Paris et notifiée à l'organisme par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 14 - Règlement des litiges

Les litiges éventuels relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront portés devant le tribunal administratif de Paris.

Titre 3 : Modalités financières et obligations diverses

Article 15 - Modalités de versement de la subvention

La subvention est mandatée et créditée au compte de l'organisme selon les procédures comptables en vigueur.

Le relevé d'identité bancaire de l'organisme est joint en annexe des présentes.

En cas de changement d'identité bancaire, l'organisme envoie son nouveau relevé d'identité bancaire à la Ville de Paris par lettre simple ou par courrier électronique.

L'ordonnateur de la dépense est le Maire de Paris.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques, 94 rue Réaumur, 75104 Paris.

Cette subvention sera versée selon l'échéancier suivant :

- ✓ Une avance de 179 200 € (correspondant à 70% de la subvention) versée à la signature de la convention ;
- ✓ Le solde après la transmission en comité de pilotage annuel d'un état prévisionnel des heures réalisées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022. Si le nombre d'heures prévisionnel est inférieur au nombre d'heures annuelles prévu à l'article 5, le solde sera calculé au prorata par la Ville.

Article 16 - Comptabilité

L'organisme adoptera un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général et tiendra une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives).

Conformément à l'article L. 2313-1-1 du code général des collectivités territoriales, si l'organisme a perçu de la Ville de Paris une ou plusieurs subventions pour un montant total supérieur à 75 000 euros ou à 50% de son budget, elle transmettra aux représentants habilités de la Ville de Paris (*Direction de l'Attractivité et de l'Emploi*), dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale et en tout état de cause six mois maximum après la clôture de l'exercice comptable, le bilan certifié conforme, le compte de résultat et les annexes, de l'exercice antérieur.

Conformément aux articles L. 612-4 et D. 612-5 du code de commerce, si l'organisme a perçu dans l'année, des autorités administratives au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 2000 et de leurs établissements publics à caractère industriel et commercial (toutes subventions et toutes collectivités confondues) un montant égal ou supérieur à 153 000 euros, elle nommera un commissaire aux comptes agréé, ainsi qu'un suppléant. Dans ce cas, elle transmettra dans le même délai que précédemment le rapport du commissaire aux comptes joint aux documents certifiés.

Si l'organisme a perçu dans l'année moins de 153 000 euros de subventions publiques, il fera certifier conforme le bilan par son Président.

Le cas échéant, l'organisme communiquera à la Ville de Paris, dans les trois mois suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées du responsable chargé de certifier les comptes.

Article 17 - Obligations diverses de l'organisme

L'organisme respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité. Elle fera son affaire de toutes taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que la Ville de Paris ne puisse être recherchée ou mise en cause à ce sujet.

L'organisme certifie qu'à la date de la signature de la présente, le président et le trésorier dudit organisme n'ont pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour détournement de fonds publics prévue à l'article 433-4 du code pénal, ni d'une condamnation définitive pour abus de confiance prévue à l'article 314-1 du code pénal.

L'organisme s'engage à porter à la connaissance de la Ville de Paris toute condamnation définitive pour de tels délits qui interviendrait en cours d'exécution de la présente convention.

L'organisme s'engage à informer la Ville sans délai en cas de scission ou de fusion avec un autre organisme.

L'organisme s'engage à se conformer aux réglementations en vigueur en matière d'urbanisme, de droit du travail, de sécurité et d'hygiène.

L'organisme s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (« RGPD »).

Article 18 - Responsabilités – Assurances

L'organisme se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet social. Les activités de l'organisme sont placées sous sa responsabilité exclusive. Elle doit souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité de la Ville de Paris ne puisse être ni recherchée ni mise en cause. Elle doit être en mesure de justifier, à tout moment, à la Ville de Paris de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement des primes correspondantes.

Article 19 - Justificatifs

L'organisme s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice au cours duquel la subvention a été versée les documents ci-après :

1. Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
2. Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce, tels que rappelés à l'article 16 des présentes, ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
3. Le rapport d'activité.

Titre 4 : Contrôles et évaluation

Article 20 - Contrôles de la Ville de Paris

En application de l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales, l'organisme peut être à tout moment contrôlé par la Ville de Paris. Il doit tenir à la disposition des représentants habilités de celle-ci, les documents comptables et de gestion relatifs aux activités et périodes couvertes par la convention. Le refus de leur communication entraîne la résiliation de la convention.

Dans ce cadre, l'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de Paris de la bonne exécution de la présente convention tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, de la réalisation des actions prévues et des objectifs, que de l'utilisation des aides attribuées, notamment par l'accès et/ou la communication de toute pièce justificative des dépenses et tout autre document de nature juridique, fiscale, comptable et de gestion dont la production serait jugée utile.

La Ville de Paris peut également procéder ou faire procéder par la personne de son choix aux vérifications qu'elle souhaiterait effectuer sur pièces et sur place.

La Ville de Paris contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du ou des projets. Elle peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du ou des projets augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 2 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

Article 21 - Évaluation

L'organisme s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du ou des projets dans les conditions précisées en annexe 3 de la présente convention.

La Ville de Paris procède, conjointement avec l'organisme, à l'évaluation des conditions de réalisation du ou des projets auxquels elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, et sur l'impact du ou des projets au regard de l'intérêt public local.

Fait à Paris, le

Pour la Maire de Paris et par délégation
l'organisme

Le Président de

<p>ANNEXE 1</p> <hr style="width: 50%; margin: 10px auto;"/> <p>LE PROJET</p>

L'organisme s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : Dispositif Premières Heures

Coût du projet	Subvention de la Ville de Paris	Somme des financements publics (affectés au projet)
327861 €	256000 €	256000 €

Descriptif du projet par la structure :

Le Dispositif des Premières Heures DPH a été créé en faveur d'un public en très grande précarité (essentiellement les personnes vivant dans la rue et ou ayant connu ce parcours), afin de leur permettre d'intégrer le monde du travail de façon progressive et modulée au regard de leurs difficultés.

En effet certaines personnes vivant dans la rue émettent souvent le souhait de travailler. Cependant leur situation sociale et leur santé fragile ne leur permettent pas d'accéder à un emploi de droit commun, ni même d'exercer sur un chantier d'insertion.

Ce dispositif a donc pour objectif de familiariser les personnes à un rythme de travail et de favoriser la reprise de confiance en elles-mêmes par la réalisation de missions spécifiques (telles que le jardinage ou la logistique.

Processus :

Nous essayons de simplifier toutes les modalités afin de faciliter les orientations de nos collègues (Maraudes, Centres d'Hébergement et Réinsertion Sociale CHRS, Centres d'Hébergement d'Urgence CHU...) :

- Ils contactent le Coordinateur emploi du Pôle ESC,
- Ils complètent la fiche de liaison du Département de Paris,
- Ils prennent un rendez-vous pour participer à un entretien tripartite : le participant, l'orienteur et le coordinateur.

10

Lors de cet entretien, le coordinateur établit (en Co-évaluation) un diagnostic sur la faisabilité du projet et la définition du parcours du participant.

Le dossier est ensuite envoyé à aux services de la ville de Paris. Après validation, nous proposons rapidement des petites missions aux participants.

L'association intermédiaire partenaire « Coup d'main » établit les contrats et les fiches de paie.

ANNEXE 2

LE BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

CHARGES	Montant 2022	Montant 2023	PRODUITS	Montant 2022	Montant 2023
60 - Achats <i>(détailler ci-dessous en spécifiant les lignes: prestations de services, achats de matières et fournitures...)</i>	24 619 €	24 988 €	70 - Vente <i>(détailler ci-dessous en spécifiant les lignes : vente de produits, de prestations...)</i>		
Petit matériel et consommables	1 619 €	1 643 €			
Alimentation (tickets services)	23 000 €	23 345 €			
61 - Services extérieurs <i>(détailler ci-dessous en spécifiant les lignes: locations, entretiens et réparation, assurances...)</i>	8 933 €	9 067 €	74- Subventions d'exploitation		
Location immobilière et charges	6 080 €	6 171 €	Subvention sollicitée auprès de la Ville de Paris	262 000 €	266 000 €
Forfait maintenance informatique	1 103 €	1 120 €	Autres financements publics <i>(détailler)</i>		
Contrat maintenance matériel	1 000 €	1 015 €			
Assurance triporteurs	750 €	761 €			
62 - Autres services extérieurs Département(s) : <i>(détailler : rémunérations intermédiaires et honoraires, publicité, publication, déplacements et missions...)</i>	103 526 €	105 079 €			
Personnel extérieur	102 542 €	104 081 €	Aides à l'emploi <i>(détailler)</i>		
Frais de réunions	300 €	305 €			
Téléphone	684 €	694 €			
63 - Impôts et taxes	14 038 €	14 247 €			
Taxes sur salaires	11 190 €	11 356 €			
Participation formation	2 405 €	2 440 €	Financements privés <i>(détailler)</i>		
Participation construction	443 €	450 €			
64- Charges de personnel <i>(détailler : Rémunération des personnels, Charges sociales...)</i>	150 511 €	152 745 €			
Rémunération des personnels	98 516 €	99 978 €			
Charges sociales	51 995 €	52 767 €			
65- Autres charges de gestion courante	17 680 €	17 937 €	75 - Autres produits de gestion courante <i>(détailler : cotisations, dons...)</i>		
Frais de siège social du gestionnaire	17 680 €	17 937 €	Mécénats, dons	65 861 €	66 615 €
66- Charges financières					
67- Charges exceptionnelles			76 - Produits financiers		
68- Dotation aux amortissements	8 552 €	8 552 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions		
TOTAL DES CHARGES	327 861 €	332 615 €	TOTAL DES PRODUITS	327 861 €	332 615 €
	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Mise à disposition gratuite de biens			Bénévolat		
Prestations			Prestations en nature		
Personnel bénévole			Dons en Nature		
TOTAL	327 681 €	332 615 €	TOTAL	327 861 €	332 615 €

<p>ANNEXE 3</p> <hr/> <p>COMPTE RENDU DES ACTIONS</p>

Conformément à l'article 21 de la convention, l'organisme doit fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous. Sera joint un tableau, fourni par la DAE, indiquant la situation des personnes à l'entrée et à la sortie ou encore l'accompagnement réalisé.

DISPOSITIF PREMIERES HEURES

BILAN QUALITATIF ET QUANTITATIF À FOURNIR AU TERME DE LA CONVENTION

Nom de la Structure :

Convention n° du / /

Dossier à retourner à :

Mairie de Paris

**Service :
Bureau des Économies Solidaires et Circulaire**

Adresse : 8 rue de Cîteaux 75012

1-RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA STRUCTURE

Nom de la structure :

Forme juridique :

4- MOYENS FINANCIERS ET UTILISATION DE LA SUBVENTION

5- ACTIVITES REALISEES PAR LES SALARIES DU DPH

6- ORIGINE DES ORIENTATIONS / RECRUTEMENT

7- BILAN DES ACTIONS (formations, sorties en emploi, résolution des freins à l'emploi...) - REUSSITES ET DIFFICULTES RENCONTREES

8- PARTENARIATS

9- LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

10- BESOINS EN LOCAUX/ EN INVESTISSEMENT

ANNEXE 4

RIB

 BNP PARIBAS	Relevé d'Identité Bancaire IBAN
Cadre réservé au destinataire du relevé	
Titulaire du compte EMMAUS SOLIDARITE	
Domiciliation PARIS ASSOCIATIONS (02837)	
RIB : 30004 02516 00010365712 44 IBAN : FR76 3000 4025 1600 0103 6571 244 BIC : BNPAFRPPAA	